

Le budget

M. Soetens: Madame la Présidente, c'est certainement une bonne question et je remercie le député de l'avoir posée.

Il a raison, nous avons en effet eu la chance de nous connaître un peu mieux pendant la semaine que nous avons passée à Saint-Jean, au Québec. Je ne sais pas si j'ai été recalé, mais je ne prétendrais pas encore être bilingue. Je suis quand même heureux que nous ayons eu l'occasion d'essayer d'apprendre ensemble beaucoup de choses sur un sujet que nous avons tous deux, je crois, trouvé très difficile.

• (1610)

En ce qui concerne Petro-Canada, je voudrais dire que, dans ma circonscription, et je suppose que c'est la même chose dans tout l'ouest du Canada, il y a beaucoup de gens qui ne sont pas clients de Petro-Canada simplement parce que cette société appartient aux contribuables.

Il y a un groupe d'électeurs dans notre pays qui croient que Petro-Canada devrait appartenir au secteur privé. Les gens veulent faire affaire avec des entreprises canadiennes. C'est là une chose certaine. Par ailleurs, si Petro-Canada appartenait au secteur privé, elle serait libre de faire des investissements, d'emprunter de l'argent et de prendre des engagements à long terme sans devoir toujours demander la permission au gouvernement fédéral. Actuellement, Petro-Canada ne peut pas emprunter de l'argent sans notre approbation parce que c'est nous qui en sommes propriétaires.

Lorsque nous n'avons pas d'argent nous-mêmes, c'est très difficile pour nous de permettre à quelqu'un d'autre d'en emprunter. Donc, à mon avis, la liberté dont Petro-Canada a besoin pour fonctionner en tant que société privée lui permettra de remplir encore mieux son mandat. Beaucoup de mes électeurs seraient très heureux que cela se produise.

Oui, c'est difficile de siéger au comité des finances. Cependant, je peux vous dire qu'il y a des électeurs dans ma circonscription et certainement presque partout au Canada qui veulent que le gouvernement réduise le déficit. Ils veulent que nous examinions notre façon de dépenser notre argent, et je crois que c'est là que nous devons faire preuve de leadership. Il faut prendre des décisions difficiles. C'est exactement ce que nous faisons. Je regrette que nous ayons perdu de la popularité dans les sondages, mais je sais que nous prenons les bonnes décisions.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période réservée aux questions et aux observations est maintenant terminée.

Avant de donner la parole à un autre député pour poursuivre le débat, je tiens à informer la Chambre que le député de Nanaïmo—Cowichan m'a avisée par écrit qu'il ne sera pas en mesure de présenter sa motion pendant l'heure réservée aux initiatives parlementaires le vendredi 23 février 1990.

[Français]

Comme il n'a pas été possible de procéder, conformément à l'article 94 du Règlement, à un échange de position sur la liste des priorités, je donne ordre au greffier de porter cette affaire au bas de la liste des priorités.

L'heure réservée aux Affaires émanant des députés sera donc annulée et, conformément à l'article 94 du Règlement, la Chambre poursuivra l'examen des affaires dont elle est saisie avant ladite heure.

[Traduction]

Reprenons le débat. Le député de Saskatoon—Clark's Crossing a la parole.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Madame la Présidente, c'est avec des sentiments contradictoires que je prends la parole pour discuter du budget qui vient tout juste d'être présenté. Il attaque tout ce que le Nouveau Parti démocratique a à coeur. Il attaque les malades, les futurs étudiants et les personnes les plus pauvres de notre société. Soixante-dix p. 100 des réductions qu'il prévoit s'attaquent à ces groupes, ce qui constitue une condamnation dont aucun parti, aucun gouvernement ou aucun ministre des Finances n'aurait intérêt à se vanter.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant du tout que seulement 19 p. 100 des Canadiens appuient la position du gouvernement. Il s'est fait rappeler par 88 p. 100 des Canadiens qu'il ne fallait pas réduire le financement de l'enseignement postsecondaire et des soins médicaux et il l'a fait quand même.

Ce budget montre qu'il est à court d'idées et qu'il ne sait pas comment gérer l'économie. Les conservateurs prêchent l'austérité depuis maintenant six ans et ils ne se sont pas encore attaqués à la principale cause de grossissement du déficit, soit la hausse insensée des taux d'intérêt.

Alors que la paix se répand dans toute l'Europe, il n'a pas touché au budget de la défense. Ces dépenses augmenteront même de 5 p. 100 alors que le danger de